

Unité Départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 06/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SMCA**

Chemin de Livry  
BP19  
95380 Chennevières-lès-Louvres

Références :

Code AIOT : 0006503634

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2023 dans l'établissement SMCA implanté AEROPORT D'ORLY - MIKE 14 Bât 650 91550 Paray-Vieille-Poste. L'inspection a été annoncée le 30/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMCA
- AEROPORT D'ORLY - MIKE 14 Bât 650 91550 Paray-Vieille-Poste
- Code AIOT : 0006503634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La Société de Manutention de Carburant Aviation -SMCA, située à Paray-Vieille-Poste, a pour activité l'approvisionnement, le stockage et la distribution de carburant d'aviation sur l'aéroport d'Orly.

Les installations SMCA de Paray-Vieille-Poste sont classées SEVESO seuil bas (Sb) en raison notamment du volume de stockage de carburants pour avion. Les activités du site relèvent des rubriques 4734-2 (Autorisation Sb), 1432-2 (Autorisation) et 4511 (non-classé).



**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suite de la visite d'inspection du 3/12/2022 ;
- Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux ;
- Prescriptions relatives à la prévention des risques ;
- Prescriptions relatives à la surveillance des rétentions ;
- Divers.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :



Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                                | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Suite de la visite du 13/12/2021              | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5            | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 2  | Suite de la visite du 13/12/2021              | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21           | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 3  | Suite de la visite du 13/12/2021              | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43           | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 6  | Installations électriques                     | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37           | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 7  | Etat des stocks                               | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30           | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 8  | Prévention de la pollution des eaux           | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53           | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 9  | Prévention des risques                        | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37 et 43-3-9 | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 11 | Cuvettes de Rétention                         | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22           | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 12 | Cuvettes de Rétention                         | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6            | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |
| 13 | Détection hydrocarbures/ barrières techniques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54           | Lettre de suite préfectorale                                                                                               | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|----------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 4  | Suite de la visite du 13/12/2021 | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43 | Sans objet        |
| 5  | Suite de la visite du 13/12/2021 | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21 | Sans objet        |
| 10 | Déchets                          | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 59 | Sans objet        |



### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 12/12/2023 a révélé des écarts sur la gestion des suites concernant les contrôles périodiques du site (foudre, électrique, extincteurs, etc.) et sur le programme de surveillance des bacs. L'exploitant doit transmettre des justificatifs de lever des écarts constatés sous un délai de trois mois.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la visite du 13/12/2021

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'inspection tuyauterie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Application du plan d'inspection des tuyauteries prévu à l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection a procédé par sondage à la vérification des actions mises en place par l'exploitant à l'issue des contrôles de tuyauterie :<br><br>Concernant l'isométrie de la tuyauterie n° OR-STA-PAB-031 du 6 décembre 2022, il a été constaté un état de la peinture et un état général des supports non conformes. L'exploitant n'a pas mis d'action en place, contrairement à ce qui a été renseigné dans la GMAO avec une mise en conformité programmée le 31 décembre 2023 au plus tard.<br><br>Concernant l'isométrie OR-STA-PAB 055, l'inspection constate qu'aucune action n'a été réalisée suite aux constats de la société MISTRAS, bien que dans la GMAO une échéance de mise en conformité soit mentionnée.<br><br>La demande d'intervention suite à l'inspection n° OR-STA-PAB-055 est en cours. Une commande a été passée le 7 juin 2023 pour supprimer le revêtement non conforme présent sous la peinture.<br><br>Suite à la conclusion non conforme de l'isométrie n° OR-STA-CUV-011, aucune action n'a été programmée d'ici le 31 décembre 2023, contrairement aux délais initiaux fixés dans la GMAO. |
| <b>Observations :</b><br><br>Il est constaté un manque de rigueur dans le suivi des demandes d'intervention (DI). Malgré les réunions mensuelles de suivi DI, les délais dépassés dans la GMAO ne sont pas réévalués. L'exploitant doit prioriser les demandes d'intervention en fonction de l'urgence et suivre leur réalisation afin de garantir une bonne maintenance des installations.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |



**N° 2 : Suite de la visite du 13/12/2021**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant déclare que la société APAVE a fait une vérification des installations de protection contre la foudre en août 2022 et août 2023. Ces rapports mentionnent 7 non-conformités qui ne sont pas encore levées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant indique que les non-conformités mentionnées dans le rapport APAVE sont enregistrées dans la GMAO en demande d'intervention (DI). L'inspection constate que ces DI sont difficilement identifiables dans la GMAO.<br>Concernant les 7 non-conformités identifiées lors des contrôles foudre par l'APAVE de 2022 et 2023, aucune n'a été corrigée à ce jour.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Observations :</b><br><br>L'exploitant doit mettre en place des actions permettant de solder les non-conformités mentionnées dans le rapport APAVE afin de s'assurer du bon fonctionnement des installations de protection contre la foudre. Les non-conformités relatives au risque foudre figurant dans les précédents rapports d'inspection sont maintenues : <ul style="list-style-type: none"><li>• Le dispositif de test du paratonnerre ne fonctionne pas ;</li><li>• Absence de parafoudre installé à l'arrivée téléphonique ;</li><li>• Les feuillards des 2 canalisations de la pompe de relevage ne sont pas interconnectés au circuit d'équipotentialité de la zone ;</li><li>• Les feuillards des canalisations raccordées sous les disjoncteurs identifiés 101 et 102 ne sont pas reliés au circuit d'équipotentialité de l'armoire ;</li><li>• Les canalisations d'alimentation des coffrets (101 à 104) ne sont pas du type blindé et ou armé ;</li><li>• De nombreux conducteurs qui assurent la liaison entre les bacs et les piquets de terre ne sont plus fixés à hauteur de 3 fixations au mètre ;</li><li>• Les brides situées entre les tuyauteries d'expédition produits en sortie du bac (acier) et celles en acier inoxydable sont reliées entre elles par un joint isolant, impactant ainsi la liaison équipotentielle entre tuyauterie.</li><li>• Au pied du bac D21 présence de boîtes de dérivation électriques inutilisées</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 3 : Suite de la visite du 13/12/2021**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>En réponse à l'Obs 4.1 de l'inspection du 18 novembre 2021 : L'exploitant indique que les données de calcul justifiant les moyens mis en œuvre dans différents scénarios sont en cours de correction.<br>En réponse à l'Obs 4.2 de l'inspection du 18 novembre 2021 : L'exploitant a présenté sur le calcul |



du taux d'application réalisé par une note du cabinet EGI. Cette note conclut :

- sur la disponibilité du volume d'eau et d'émulseur nécessaire réglementairement pour l'extinction
- Pour le feu des cuvettes des bas 1 à 3 et 11 à 13, le volume d'eau total nécessaire est supérieur au volume de la réserve d'eau. Une réalimentation de la réserve incendie par l'un des 3 réseaux d'eau de ville disponible.
- sur la nécessité d'ajouter de nouvelles boîtes à mousse et/ou modifier des boîtes à mousses existantes- sur la nécessité de doper la couronne de refroidissement du réservoir 3.

L'exploitant déclare prendre en compte le nouveau taux d'application retenu qui sera intégré dans le POI qui sera modifié au mi-2023.

En réponse à l'Obs 4.3 de l'inspection du 18 novembre 2021 : L'exploitant déclare intégrer le scénario feu de cuvette avec fuite alimenté dans le prochain POI, ainsi que pour les autres scénarios retenus sur le site.

Ces observations sont maintenues.

**Constats :**

L'exploitant précise que le site est autonome en moyens de lutte contre l'incendie. Il est également précisé que les calculs de dimensionnement des moyens nécessaires à l'extinction des scénarios de référence sont corrigés et désormais à jour.

**Observations :**

L'exploitant doit transmettre le détail des nouveaux calculs à l'inspection des installations classées, sous un délai de 3 mois à compter de la date de réception du présent rapport et intégrer celui-ci dans le POI du site sous ce même délai.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Suite de la visite du 13/12/2021**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens mobiles

**Prescription contrôlée :**

Le rapport d'inspection de 2021 mentionne une absence de raccord de réalimentation du réseau par des moyens mobiles permettant de pallier un éventuel dysfonctionnement de la pomperie. L'exploitant déclare avoir eu des échanges avec le SDIS sur les besoins nécessaires pour la réalimentation du réseau DCI, en cas de dysfonctionnement de la pomperie par des moyens mobiles.

**Constats :**

Les travaux de création de 4 piquages de diamètre nominal 100 afin de délivrer un débit de 340 m3/h ont été réalisés en avril 2023. L'inspection note que cette réalimentation est à tester en début d'année 2024.

Le poteau incendie a été peint en rouge afin d'être cohérent à sa qualification.

Enfin, l'exploitant a mis en place le plan et un panneau d'indication de l'état opérationnel des vannes (ouvert/fermé).



|                                       |
|---------------------------------------|
|                                       |
| Type de suites proposées : Sans suite |

**N° 5 : Suite de la visite du 13/12/2022**

|                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21-5 |
|--------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------|
| Thème(s) : Risques accidentels, Extinction des effluents en rétention déportée |
|--------------------------------------------------------------------------------|

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>Prescription contrôlée :</b> |
|---------------------------------|

L'exploitant a réalisé en 2022 des contrôles par caméra pour vérifier l'état des dispositifs de drainage (6 canalisations) et d'extinction (4 siphons). Ce premier contrôle a permis de constater le bon état de ces dispositifs.

Ce premier contrôle étant réalisé, il est demandé à l'exploitant de définir la périodicité de l'examen réalisé permettant d'évaluer périodiquement l'état de ces dispositifs et d'engager si nécessaire les actions de maintenances appropriées.

L'inspection constate que l'ensemble des dispositifs d'extinction et de drainage sont passifs.

|                   |
|-------------------|
| <b>Constats :</b> |
|-------------------|

L'inspection prend note que ce contrôle va être intégré dans la GMAO et réalisé tous les 5 ans.

|                       |
|-----------------------|
| <b>Observations :</b> |
|-----------------------|

L'observation n°12 de l'inspection du 13/12/2022 relative aux rétentions déportées ayant fait l'objet d'une lettre de suite administrative est maintenue puisque le contrôle n'est, à ce jour, pas encore intégré dans la GMAO.

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N° 6 : Installations électriques**

|                                                                        |
|------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37 |
|------------------------------------------------------------------------|

|                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique et la maintenance des installations électriques |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                 |
|---------------------------------|
| <b>Prescription contrôlée :</b> |
|---------------------------------|

Article 37 : L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et maintenance.

|                   |
|-------------------|
| <b>Constats :</b> |
|-------------------|

Le rapport de vérification des installations électriques réalisé entre le 29/08/2023 et le 01/09/2023 a été présenté à l'inspection. Ce rapport fait état de 9 nouvelles observations et une conclusion sur le Q18 mentionnant le risque d'incendie ou d'explosion sur les installations.

L'exploitant a réalisé les travaux pour lever les écarts mentionnés dans le rapport. Le jour de la visite, il subsiste un seul écart en lien avec un boîtier de commande à remettre aux normes ATEX (bon de commande passé le 24/10/2023 à la société SDEL Transport Services, pour une valeur de 4365,56€ HT en attente du produit), les autres non-conformités ont été levées.

|                       |
|-----------------------|
| <b>Observations :</b> |
|-----------------------|



L'exploitant doit justifier de la levée du dernier écart afin de garantir la conformité des installations électriques face au risque incendie/explosion.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 7 : Etat des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat de stock et fiches de données et sécurité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations.

L'exploitant dispose sur le site et avant réception des matières des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

L'état des stocks du 12/12/2023 à 5h00 a été présenté à l'inspection. Cet état des stocks est imprimé à minima tous les jours et inséré dans un classeur au poste de commandes avec les fiches de données de sécurité des produits stockés. Le stock de liquide inflammable Jet A présent est d'environ 6000 m3 répartis sur l'ensemble de cuves, en dehors de la cuve 03 qui est vide.

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté un stockage de produits chimique dans la zone « petits contenants », sur une rétention sous dimensionnée, contrairement à l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010, qui stipule :

« Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

— dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;

— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;

— dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres ».

« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention ».

**Observations :**

L'exploitant doit mettre en place, dans le local de stockage des « petits contenants » de produits chimiques, une rétention permettant de recueillir ces produits en cas de déversement accidentel et s'assurer de la compatibilité des produits ayant une rétention commune conformément à l'article 25 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 8 : Prévention de la pollution des eaux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tous les effluents liquides susceptibles d'être pollués sont canalisés.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits.</p> <p>Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Un schéma des réseaux d'eaux et un plan du réseau de collecte des effluents liquides sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ces documents font notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>- les ouvrages de toutes sortes tels que les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ou compteurs ;</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les effluents liquides ne dégradent pas les réseaux de collecte.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le risque de propagation de flammes.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>La zone du poste de chargement camion n'est pas protégée par une rétention. En cas de déversement accidentel d'hydrocarbure au niveau du poste de chargement camion, les effluents sont acheminés via le réseau d'assainissement des eaux pluviales vers le séparateur d'hydrocarbures situé à l'extérieur du site. L'exploitant précise que le séparateur d'hydrocarbures recevant les eaux d'extinction d'un éventuel incendie du poste de chargement camion appartient à ADP.</p> <p>Il existe la convention ORYER/2022/REJ/020 du 2 décembre 2022 entre ADP et la SMCA qui cadre la gestion des pollutions susceptibles d'intervenir sur les deux sites SMCA de l'aéroport d'Orly. Toutefois, il n'existe aucune procédure interne SMCA ou fiche réflexe dans le POI qui précise le « qui fait quoi » en cas de pollution en zone non couverte par une rétention.</p> <p>Le dernier rapport de pompage et de curage du séparateur daté de mars 2023 a été présenté à l'inspection.</p> <p>Concernant le contrôle des réseaux de collectes des eaux pluviales, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle réalisé en mars 2023. Cependant, le curage et le contrôle d'étanchéité n'ont pas été réalisés depuis décembre 2018.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Observations :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |



L'exploitant doit réaliser le curage des réseaux et s'assurer de leur étanchéité par des contrôles appropriés.

L'exploitant doit mettre en place une procédure ou fiche réflexe concernant l'isolement du site en cas de pollution accidentelle sur la zone de chargement de camion et s'assurer du bon fonctionnement des organes d'isolement.

Le contrôle du bon état et de l'étanchéité des réseaux d'assainissement et de l'organe d'isolement doit être planifié dans la GMAO puis réalisé à intervalles réguliers.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 9 : Prévention des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37 et 43-3-9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle des moyens de lutte l'incendie

**Prescription contrôlée :**

43-3-9. L'ensemble des moyens prévus dans ce point 43-3 sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le contrôle hebdomadaire des groupes incendie est réalisé conformément au plan de maintenance.

L'inspection constate que le contrôle des extincteurs au titre de l'année 2023 n'est pas réalisé. En effet, la dernière vérification des extincteurs date du 18/10/2022. L'exploitant déclare que ce décalage est dû au changement de prestataire et que le nouveau prestataire LS incendie chargé de vérifier les extincteurs doit réaliser les contrôles en début d'année 2024, la date n'est pas encore planifiée au jour de l'inspection.

**Observations :**

La vérification périodique des extincteurs n'est pas conforme à la réglementation en vigueur et au plan de maintenance du site. L'exploitant doit justifier de la vérification périodique des extincteurs du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 10 : Déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant tient à jour son registre des déchets via l'application trackdéchets.<br>L'inspection a vérifié que l'élimination des déchets dangereux issus du nettoyage du bac n°3 enlevés le 21/12/2021 a bien été tracée dans le registre des déchets. Le bordereau de suivi de déchets correspondant est bien renseigné et enregistré dans le registre. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

#### N° 11 : Cuvettes de Rétention

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle étanchéité des rétentions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Article 22-2-1. Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.<br><br>Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant déclare que lors de la prise de poste des opérateurs, un contrôle visuel est réalisé sous une fréquence quotidienne. Ce contrôle n'est pas tracé dans un document.<br>Un examen annuel approfondi de l'étanchéité des rétentions est suivi dans la GMAO.<br>L'inspection a procédé par sondage à la vérification documentaire des contrôles réalisés au niveau des cuvettes de rétention des bacs, notamment la cuvette du bac 13. L'exploitant a présenté la commande n°20254.0899, correspondant à la reprise des écarts présents lors du contrôle de la cuvette 13 conformément au guide DT 92. |
| <b>Observations :</b><br><br>L'exploitant doit établir une procédure d'exploitation des modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et compléter ces examens dans la GMAO.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

#### N° 12 : Cuvettes de Rétention

|                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de modernisation                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>État initial<br>Un état initial a-t-il été réalisé pour la cuvette ?<br><br>Le contenu de l'état initial est-il conforme au guide ? Informations manquantes ? |



En cas d'informations manquantes, justifications (démarches réalisées, auprès du constructeur par ex., mesures éventuellement effectuées pour obtenir l'information, etc.)

Programme de surveillance

Présentation du programme de surveillance associée à la cuvette ?

Date de la dernière visite de surveillance ? Respect de la périodicité annuelle ? Les visites de surveillance sont effectuées selon une périodicité annuelle pour les ouvrages de catégorie II.

Suite à cette visite et à l'analyse des fiches de surveillance constituées alors, l'ouvrage a-t-il été classé selon son état ?

Si l'ouvrage a été classé 2E, 2, 3 ou 3P, une date a-t-elle été fixée pour le retour des investigations complémentaires ou pour la fin de mise en œuvre des opérations correctives le cas échéant ?

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le programme de surveillance des bacs pour le site de Paray-Vieille-Poste. En revanche, il a présenté un programme de surveillance du site d'Athis-Mons et déclare disposer d'un programme équivalent pour le site de Paray-Vieille-Poste.

**Observations :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le programme de surveillance des cuvettes du site de Paray-Vieille-Poste sous un délai de 3 mois à compter de la date de réception du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 13 : Détection hydrocarbures/barrières techniques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle de détecteur hydrocarbures



**Prescription contrôlée :**

Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

A. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

B.- L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

**Constats :**

L'inspection a procédé par sondage à la vérification du suivi des contrôles des détecteurs réalisé en interne par l'exploitant et enregistrés dans la GMAO.

Le rapport de contrôle interne correspondant au suivi du détecteur 23 de la fosse de la pomperie du 11/03/2023 présente un écart lié au non report de l'alarme au niveau de la centrale de détection.

L'exploitant affirme avoir mis en place des mesures compensatoires pour palier à ce dysfonctionnement, notamment par le renforcement de la ronde (toutes les 30 minutes).

L'inspection constate que ces mesures compensatoires prévues pour palier temporairement à ce dysfonctionnement ont été maintenues sur le site jusqu'au 22/11/2023, date du passage de la société LAKOTA pour son contrôle semestriel.

L'inspection note que l'exploitant n'a pas jugé nécessaire de mettre rapidement en conformité cette détection restée non fonctionnelle durant 8 mois, alors qu'elle représente une MMR valorisée dans l'étude de dangers.

La mise en place des rondes comme mesures compensatoire ne permet pas de remplacer le détecteur. En effet, le niveau de confiance de la barrière humaine n'est pas le même que la barrière technique, surtout en ce qui concerne le détecteur d'hydrocarbures. De plus, les rondes associées à ce dysfonctionnement ne sont pas tracées.



**Observations :**

L'exploitant doit mettre en place une procédure permettant de palier au dysfonctionnement des barrières techniques du détecteur 23 dans un délai rapide (1 mois maximum) en mettant en place des mesures compensatoires et d'en informer l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



